

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LCJ D'HONT RECUPERATION

Lieu-dit « La Croix Saint Jean »
Hameau de Grattennoix
76870 Beaussault

Références : UDRD.2024.01.T.62.SB.BrJ
Code AIOT : 0005801497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement LCJ D'HONT RECUPERATION implanté Lieu-dit « La Croix Saint Jean », Hameau de Grattennoix 76870 Beaussault. L'inspection a été annoncée le 27/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'instruction d'un dossier de porter-à-connaissance déposé le 5 juin 2023 relatif à l'extension géographique du site et la création d'un bâtiment pour l'installation d'une machine à câbles et une station de dépollution des véhicules hors d'usage, l'inspection s'est rendue le 6 décembre 2023 sur le site de la société LCJ D'HONT à Beaussault situé au hameau de Grattennoix, lieu-dit « La Croix Saint Jean » afin de prendre connaissance des modifications apportées à l'activité et de déterminer la procédure à suivre. Cette visite a aussi été l'occasion, dans le cadre de l'action nationale relative à la traçabilité des déchets 2023, de vérifier la présence ou non des déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LCJ D'HONT RECUPERATION
- Lieu-dit « La Croix Saint Jean » Hameau de Grattennoix 76870 Beaussault
- Code AIOT : 0005801497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 9 avril 2003 modifié, à exploiter des activités de récupération et stockage de ferraille (au titre de la rubrique n° 2713) et de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (au titre de la rubrique n° 2712). L'exploitant est également agréé centre VHU sous le numéro PR 76 00012D. Les prescriptions générales annexées à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées s'appliquent également à l'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de l'utilisation de trackdéchets (article R.541-45) et des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 avril 2003 ainsi que celles annexées à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et du 6 juin 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 1</u>	A compter de la notification de la lettre de suite
5	Surveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 2</u>	1 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 3</u>	A compter de la notification de la lettre de suite
7	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 2.1	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 4</u>	2 mois
9	Gestion des opérations	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.4	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 5</u>	3 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.6	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 6</u>	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Lettre de suite préfectorale <u>demande n° 7</u>	A compter de la notification de la lettre de suite

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Sans objet
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une attention particulière est attendue de la part de l'exploitant dans le suivi du site (correction des quantités dans Trackdéchets, analyse des rejets aqueux en intégrant les métaux totaux dans les paramètres analysés, levée des 11 observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques, formation du personnel sur les consignes de sécurité) et dans la prévention des risques dus à l'exploitation du site (entreposage des déchets de métaux sur des hauteurs permettant de prévenir tout risque d'éboulement, notamment en périphérie des installations, conteneurs à batteries correctement recouverts d'une bâche).

Enfin, concernant le dossier de porter-à-connaissance, l'inspection suspend son instruction, car le projet semble incompatible en l'état avec la carte communale sur les parcelles cadastrées section A n°406 de la commune de Beaussault (pour la construction du bâtiment) et section A n° 51 de la commune de Nesle-Hodeng pour l'extension (création d'une dalle béton avec des alvéoles de stockage de métaux). Aussi, l'exploitant transmettra sous 2 mois, une lettre d'engagement des deux communes à faire modifier le règlement d'urbanisme afin de rendre compatible le projet au règlement d'urbanisme ou à défaut, mettra à l'arrêt toute activité au droit des parcelles concernées.

L'ensemble de ces demandes fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets dangereux (déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), bouteilles de gaz) sur le site. L'exploitant déclare ne pas faire de transit ou de tri de DEEE et refuse systématiquement les déchets dangereux sur son site. Il précise avoir établi des conventions avec des collectivités locales pour la reprise de bennes à ferrailles de déchetteries et que si par mégarde, un DEEE voire une bouteille de gaz venait à se trouver dans une benne, il serait réexpédié à la déchetterie correspondante mais c'est très rare selon les dires de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant enregistre bien les déchets de batteries ainsi que les véhicules hors d'usage (code déchet 16 01 06) via Trackdéchets. Par contre, il est noté des erreurs d'unité (kg à la place de tonne) à corriger. <u>Demande n°1:</u> l'exploitant procède <u>dès à présent</u> à la correction des quantités de déchets dangereux déclarés sur Trackdéchets, notamment celles relatives aux véhicules hors d'usage (code 16 01 06).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : A compter de la notification de la lettre de suite

N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : <p>I. – Au sens du présent article, on entend par :</p> <p>1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;</p> <p>2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.</p> <p>II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.</p> <p>V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.</p>

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
Constats : En l'absence d'activité de gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) sur le site, l'exploitant n'a pas l'obligation de contractualiser avec un Eco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés. Les DEEE sont donc refusés sur le site, en cas de présence, la filière de reprise des déchets de métaux et métaux est envisagée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des débourbeurs/déshuileurs
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant, relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que le séparateur à hydrocarbures, le bassin et les réseaux ont été curés et nettoyés le 22 novembre 2023, preuve à l'appui le bordereau de suivi de déchet issus de l'opération pour une quantité de 8 tonnes. L'exploitant indique avoir passé un contrat avec une société spécialisée dans l'entretien et le nettoyage du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, en sortie de chacun des séparateurs à hydrocarbures (déshuileur/débourbeurs 1 et 2) et avant rejet dans le milieu naturel (via les bassins d'infiltration), les valeurs limites définies à l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales non souillées ne doit pas contenir plus de 5 mg/l d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'infiltration n° 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a réalisé une analyse de ses rejets aqueux le 14 juin 2023 avant rejet dans le milieu naturel dont les résultats ne relèvent aucun dépassement aux valeurs limites. Toutefois, aucune mesure n'a été réalisée sur le paramètre métaux totaux.</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant procède <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> à une nouvelle analyse des eaux pluviales souillées rejetées au milieu naturel, sur tous les paramètres indiqués à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, notamment sur les métaux totaux. Le rapport des résultats d'analyse sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant des mesures correctives en cas de dépassement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage des véhicules</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p> <p>III. — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p> <p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p> <p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p> <p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p> <p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>

<p>IV. - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les batteries de véhicules hors d'usage sont contenues dans des conteneurs étanches et recouverts par une bâche. Toutefois, la bâche n'est pas correctement mise laissant stagner de l'eau et ne permettant pas de garantir une parfaite étanchéité. Aucune batterie au lithium n'a été constatée sur le site.</p> <p>L'inspection constate également que la hauteur limite d'entreposage des carcasses de véhicules hors d'usage de 3 mètres est respectée.</p> <p><u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant procède <u>dès à présent</u> à la remise correcte de la bâche couvrant le conteneur de stockage des batteries afin de conserver leur étanchéité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : A compter de la notification de la lettre de suite</p>

N° 7 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Identification de la demande, Instruction PAC extension</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté. Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en date du 5 juin 2023 porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'augmentation de la surface de stockage de ferraille et métaux passant de 2800 à 6 400 m² avec la création d'une dalle béton avec 7 alvéoles de stockage de métaux de 3 600 m² : activité au titre de la rubrique n° 2713 déjà autorisée ; - l'extension sur deux zones minéralisées de 1 100 m² et 3 700 m² pour l'entreposage de bennes vides : non classé au regard de la nomenclature des installations classées ; - la création d'un bâtiment de 625 m² dans le périmètre actuel ICPE pour accueillir la station de dépollution des véhicules hors d'usage (en extérieur actuellement) et une machine à câbles : activité au titre de la rubrique n° 2712 déjà autorisée sur site ; - l'acquisition d'une presse-cisaille pour essentiellement compacter les carcasses de VHU : activité non classée au titre de la rubrique n° 2791, la quantité de déchets de métaux cisailée restant en dessous du seuil de la déclaration fixé à 10 t par jour ;

- création d'une zone de parking en entrée et modification du sens de circulation du site ;
- création d'un dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées de la nouvelle dalle comprenant un déboureur/déshuileur, un bassin d'infiltration des eaux traitées et une canalisation reliant au bassin de rétention existant en cas de déversement accidentel et/ou pour confiner les eaux d'extinctions en cas d'incendie ;
- création d'une bache d'eau incendie de 120 m³.

L'inspection constate que la dalle, et les alvéoles de stockage des différents métaux sont réalisés, et que le déshuileur/déboureur, futur dispositif de traitement des eaux pluviales de la dalle, est en place mais pas encore raccordé. L'exploitant déclare avoir été autorisé par le maire de la commune de Beaussault à appliquer du béton sur sa propriété jusqu'en limite de la départementale ainsi que sur l'aire de parking attenante (courrier en date du 26 août 2022 à l'appui) et à stocker des bennes vides sur sa parcelle cadastrée A51 dans le cadre de son activité professionnelle par délibération du conseil municipal de la commune de Nesle-Hodeng en date du 21 septembre 2022.

La création du bâtiment (de 625 m²) se situe dans le périmètre des installations autorisées sur la parcelle cadastrée section A n° 406 de la commune de Beaussault et a fait l'objet d'un dépôt de permis de construire le 16 mai 2022 (n° PC 076 065 22 B0005) par l'exploitant. Le maire de la commune de Beaussault a émis et transmis un avis favorable en date du 2 octobre 2022 pour la construction du bâtiment à l'exploitant qui précise avoir ainsi acquis les éléments de construction sans avoir réalisé les travaux.

Toutefois, l'article L.161-4 du code de l'urbanisme précise que « *la carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :*

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

a) A des équipements collectifs ;

b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;

c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;

d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.[...]. »

Après contact avec le service instructeur des actes d'urbanisme, le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays de Bray confirme que le projet est situé sur la parcelle section A n° 406 dans un secteur naturel (zone SN) sur le plan de zonage de la carte communale où les constructions ne peuvent pas être autorisées et que le bâtiment ne fait pas partie des exceptions citées. Une proposition d'arrêté de refus à la demande de permis de construire a d'ailleurs été transmis par courriel du 8 août 2022 à monsieur le maire de Beaussault.

L'inspection a contacté par téléphone le maire de la commune de Beaussault qui déclare ne pas avoir signé l'arrêté de refus de permis de construire, car la construction du bâtiment est conditionnée à la mise en place d'une bache d'eau de 120 m³ sur le terrain de Monsieur D'HONT, gérant de la société LCJ D'HONT pouvant ainsi servir au besoin de l'activité mais aussi pour les 2 communes (Beaussault et Nesle-Hodeng). L'inspection n'a pas constaté de nouveau bâtiment construit sur le site, le jour de la visite.

De plus, le projet présenté dans le porter-à-connaissance comprend une extension de stockage de ferraille (avec la création d'une dalle béton et d'alvéoles de stockage de métaux) sur la parcelle cadastrée section A n° 51 sur la commune de Nesle-Hodeng, classée elle aussi en zone naturel (SN) sur le plan de zonage de la carte communale, et doit aussi être compatible avec le règlement d'urbanisme. L'exploitant présente un extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Nesle-Hodeng en date du 21 septembre 2022 autorisant le stockage de bennes vides sur ladite parcelle A51 dans le cadre de son activité de récupération de fer et métaux mais ne mentionne pas l'aménagement de la dalle béton et les alvéoles de stockage.

Dans ce contexte, l'instruction du porter-à-connaissance ne peut être poursuivie à ce stade tant que la compatibilité avec les 2 cartes communales n'est pas confirmée.

Demande n° 4: l'exploitant justifiera au plus tard sous un délai de 2 mois de l'initiation d'une démarche de mise en compatibilité du projet au règlement d'urbanisme en transmettant, une lettre d'engagement des deux communes à faire modifier le règlement d'urbanisme. A défaut, l'exploitant mettra à l'arrêt toute activité au droit des parcelles concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie

Prescription contrôlée :

par une réserve d'eau de 120 m³, de préférence enterrée, conforme aux dispositions de la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à :

- permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilo-newton et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 m x 4 m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu,
- limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable,
- veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
- curer la réserve périodiquement,
- la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites,
- la positionner à moins de 100 mètres du bâtiment (ou de l'établissement) et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible.

Toutefois, l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité de 120 m³ requise peut être réduite du double de débit horaire de l'appoint et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées

Constats :

L'inspection constate que la réserve incendie est pleine et que l'emplacement pour permettre la mise en station des engins-pompes auprès de la réserve est accessible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des opérations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le personnel spécialement désigné à la manœuvre des moyens de secours est formé. Des exercices doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur le registre de sécurité.
Constats : L'inspection constate que la dernière formation du personnel en matière de secours date de 2018. Toutefois, l'exploitant indique avoir eu une formation sécurité pour le transport de marchandises dangereuses par route le 11 mai 2022. <u>Demande n° 5 :</u> l'exploitant procède <u>au plus tard sous un délai de 3 mois</u> à la formation de son personnel aux consignes de sécurité à appliquer en cas d'incendie et/ou de pollution accidentelle et notamment à la manipulation des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2003, article 3.6
Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes : date et nature des vérifications, personne ou organisme chargé de la vérification, motif de la vérification (vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas nature et cause de l'accident).
Constats : L'inspection constate dans le registre sécurité que les vérifications périodiques annuelles sur les extincteurs (dernier de juillet 2023) et sur les installations électriques (en date du 13 septembre 2023) sont correctement réalisées. Le rapport de vérifications des installations électriques relèvent 11 observations dont 2 sont à réaliser immédiatement (<i>un dispositif différentiel à installer sur le circuit de la prise de courant du bureau et réalisation d'un sectionnement d'un conducteur de neutre</i>). Selon l'exploitant, ces 2 points sont réalisés, mais il ne peut le justifier le jour de la visite. L'inspection constate que le coffret électrique du bureau dispose de dispositif différentiel mais ne permet pas de garantir qu'un dispositif différentiel est bien installé sur le circuit de prise de courant du bureau. <u>Demande n° 6 :</u> l'exploitant justifiera sous 1 mois de la levée des 2 points critiques présentant un risque pour les installations électriques en transmettant à l'inspection un justificatif d'intervention d'un électricien. Il procédera <u>au plus tard sous un délai de 2 mois</u> à la levée des 9 autres observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>la hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les batteries de véhicules hors d'usage sont contenues dans des conteneurs étanches et recouverts par une bâche. Toutefois, la bâche n'est pas correctement installée laissant stagner de l'eau et ne permettant pas de garantir une parfaite étanchéité. Aucune batterie au lithium n'a été constatée sur le site.</p> <p>L'inspection constate également que la hauteur limite d'entreposage des déchets de ferraille de 6 mètres semble respectée malgré l'absence d'une pige. Toutefois, l'inspection estime que le tas bien qu'en dessous de la limite d'entreposage de 6 mètres ne permet pas de prévenir tout risque d'éboulement en dehors du périmètre des installations et notamment sur la route à proximité.</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> l'exploitant procède <u>dès à présent</u> à l'entreposage des déchets de métaux sur une hauteur ne dépassant pas celle des clôtures en périphérie du site et/ou à laisser une distance suffisante de 4 mètres entre la limite des installations et les tas de ferraille afin de prévenir tout risque d'éboulement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : A compter de la notification de la lettre de suite